

Annexes

Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA) 2013

Sommaire des annexes

<u>Page 64</u>	● Annexe 1 Définitions
<u>Page 68</u>	● Annexe 2 Comparaison régionale de l'emploi agricole en 2013 entre le BAEA et l'enquête Structures 2013 (ESEA)
<u>Page 70</u>	● Annexe 3 Comparaison régionale du transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents
<u>Page 73</u>	● Annexe 4 Les salariés agricoles des groupements d'employeurs
<u>Page 74</u>	● Annexe 5 Sigles et abréviations
<u>Page 75</u>	● Pour en savoir plus

Les définitions propres au recensement agricole (RA) ou à la mutualité sociale agricole (MSA) ou à l'enquête Structures 2013 sont signalées par la mention RA ou MSA ou ESEA 2013 en début de définition.

Actif agricole

RA 2000 et 2010 : Les actifs agricoles sont les personnes qui participent au travail de l'exploitation agricole. Ce sont les chefs d'exploitation et les coexploitants ainsi que les membres de la famille, les conjoints du chef d'exploitation et des coexploitants, enfants dès lors qu'ils fournissent un travail sur l'exploitation. Ce premier ensemble représente la main-d'œuvre dite « familiale » (MOF). S'y ajoutent les salariés permanents occupant un poste toute l'année (au moins huit mois), quelle que soit sa durée, temps partiel ou complet, puis les salariés saisonniers ou occasionnels travaillant à temps partiel ou complet mais pendant une partie de l'année seulement et le personnel d'entreprises de travaux agricoles et le personnel des Cuma. En 2013 avec l'enquête Structure, ces définitions évoluent.

ESEA 2013 : L'enquête structure vise la même population agricole mais avec un classement modifié. Les actifs agricoles sont permanents ou non permanents.

Les permanents sont :

- les chefs d'exploitations et les coexploitants (ou gestionnaires et dirigeants) ;
- les membres de la famille de l'exploitant individuel ;
- les autres permanents.

Les non permanents sont les saisonniers, les occasionnels, les salariés

employés d'un groupement d'employeurs, le personnel d'entreprises de travaux agricoles, de Cuma ou autres prestataires.

cf. Population active agricole

cf. Groupement d'employeurs

Affiliation à la MSA

MSA : L'affiliation à la MSA dépend de la Surface Minimum d'Installation¹ (SMI). Selon les productions retenues, cette SMI peut s'exprimer en surface, en quantité ou en heures. Cette SMI est définie par le schéma directeur départemental des structures agricoles pour chaque région naturelle du département. Trois possibilités sont envisagées :

- moins de 1/8 de SMI, la MSA ne peut pas vous affilier, votre déclaration au Centre de Formalité des Entreprises de la Chambre d'agriculture suffit à donner existence à votre exploitation,
- entre 1/8 et 1/2 SMI, la MSA vous affine en tant que Cotisant Solidaire. Vous payez une cotisation obligatoire de solidarité, mais ne bénéficiez pas de droits sociaux, ni cotisation retraite, ni droit maladie. Cette cotisation n'est pas appelée en cas de déficit.
- plus de 1/2 SMI, la MSA vous affine en tant qu'Exploitant Agricole. Si vous exercez en complément une autre activité professionnelle, c'est l'importance de vos revenus qui va déterminer votre activité principale :

- si les revenus agricoles sont supérieurs aux autres revenus professionnels : vous êtes **Exploitant Agricole à Titre Principal**,
- si les revenus agricoles sont inférieurs aux autres revenus professionnels : vous êtes **Exploitant Agricole à Titre Secondaire**.

1. La loi d'avenir agricole LOA n° 2014-1170 article 33 remplace la SMI par la SMA (surface minimale d'assujettissement) qui sera effective à partir de 2016.

Co-exploitant

RA : Le terme de Co-exploitant (ou gestionnaire) fait appel à la notion de forme sociétaire qui permet aux agriculteurs de s'associer (Gaec, EARL...).

cf. Actif agricole

Conjoint

RA : Le terme de conjoint vise les conjoints qui participent aux travaux sur l'exploitation agricole, ils sont conjoints des chefs d'exploitation ou des coexploitants.

Collaborateur d'exploitation

(ex-Conjoint collaborateur)

MSA : Le statut de collaborateur d'exploitation mis en place à compter du 1^{er} mai 2000, en remplacement du statut de conjoint participant aux travaux, est ouvert aux conjoints de chefs d'une exploitation ou d'une entreprise agricole qui n'est pas constituée sous forme de

société ou d'une coexploitation entre conjoints d'associés. Le collaborateur d'exploitation doit participer effectivement et habituellement à l'activité non-salariée agricole de son conjoint. Ce statut ouvre des droits en invalidité, en accident du travail et en retraite.

Contrat de travail CDD et CDI

La conclusion d'un contrat à durée déterminée (CDD) n'est possible que pour l'exécution d'une tâche précise et temporaire et seulement dans les cas énumérés par la loi. Il doit obligatoirement faire l'objet d'un écrit. Quel que soit le motif pour lequel il est conclu, un tel contrat ne peut avoir ni pour objet, ni pour effet, de pourvoir durablement un emploi lié à l'activité normale et permanente de l'entreprise. Conclu en dehors du cadre légal, il peut être considéré comme un contrat à durée indéterminée (CDI).

Cotisant solidaire

MSA : cf. Affiliation à la MSA

Cuma

Coopératives d'utilisation de matériel agricole. Elles regroupent des agriculteurs qui investissent ensemble dans du matériel et s'organisent pour utiliser ces équipements sur leur exploitation.

cf. Travail effectué par du personnel d'entreprises de travaux agricoles ou de Cuma.

Diversification

RA 2010 : Les activités lucratives mentionnées dans la partie « Diversification » concernent l'ensemble des activités réalisées par l'exploitant qui sont autres que directement agricoles. Il peut s'agir de transformation

de produits agricoles et de vente de produits transformés, ou encore d'agro-tourisme, de travaux à façon... y compris l'huile d'olive et hors la viticulture.

ESEA 2013 : La définition est modifiée par rapport au RA 2010 et est élargie à la production de vin sous réserve que 10 % ou plus du raisin soit acheté à l'extérieur. L'activité de production d'huile d'olive est également soumise à la même condition, elle est une activité de diversification si 10 % ou plus des olives sont achetées à l'extérieur.

Enquête sur la structure des exploitations agricoles

ESEA 2013 : L'enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA) permet de suivre l'évolution structurelle des exploitations agricoles entre deux recensements. Celle de 2013 succède au recensement de 2010. L'enquête porte sur les cultures, les cheptels, les activités de diversification, les circuits courts, le matériel, la main-d'œuvre et le devenir des déchets générés.

Par rapport au recensement agricole de 2010, certaines modifications ont été apportées pour se conformer au règlement européen. Cf. Actif agricole
Cf. Production brute standard
Cf. Recensement agricole

ETP

Un Équivalent Temps Plein, ETP, correspond à 1 600 heures de travail sur une année civile (1 607 heures avec la journée de solidarité), qui peuvent être réalisées par un ou plusieurs salariés. Exemples : Un salarié à temps plein sur 12 mois = 1 ETP, un salarié à temps partiel (50 %)

sur 12 mois = 0,5 ETP, un salarié à temps plein sur 6 mois = 0,5 ETP etc.

Exploitant agricole à titre principal ou à titre secondaire

MSA : cf. Affiliation à la MSA

Exploitation agricole

RA : L'exploitation agricole est, au sens de la statistique agricole, une unité de production répondant aux conditions suivantes :

1° Elle réalise des produits agricoles ;

2° Elle atteint une certaine dimension : soit un hectare ou plus de superficie agricole utilisée (SAU), soit vingt ares ou plus de cultures spécialisées, soit une activité de production agricole supérieure à un minimum (1 vache, 10 ruches, 15 ares de fraises, etc.) ;

3° Elle est soumise à une gestion courante unique.

Groupement d'employeurs

Le groupement d'employeurs est une association « loi 1901 » dont le but est de mettre à disposition de ses adhérents un ou plusieurs salariés. Le groupement permet ainsi de satisfaire les besoins en main-d'œuvre d'exploitations agricoles qui n'ont pas la possibilité d'embaucher seules un salarié à temps plein. Au RA, bien que dans ce cas les salariés soient employés du groupement d'employeurs et non de l'exploitation, ces salariés sont considérés comme occupant un emploi permanent sur l'exploitation et sont comptabilisés pour la part de temps qu'ils effectuent sur l'exploitation enquêtée. Si ces salariés ne sont présents sur l'exploitation que pour des travaux saisonniers, ils sont comptabilisés avec la main-d'œuvre non permanente.

Annexe 1

Définitions

Moyenne et grande exploitation
cf. PBS

Mutualité sociale agricole (MSA)
La mutualité sociale agricole gère l'ensemble de la protection sociale de base des non-salariés agricoles et des salariés agricoles (salariés d'exploitation, des organismes de services, de la coopération et les autres emplois) : risques maladie, maternité, invalidité, accidents du travail, retraite, décès, prestations liées à la famille. La MSA constitue le deuxième régime de protection sociale en France, avec 3,3 millions de personnes protégées en maladie en 2014.

NAF2

La nomenclature d'activités française révision 2 (NAF rév. 2, 2008) est la nomenclature statistique nationale d'activités qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2008 à la NAF révisée 1 datant de 2003.

Nombre d'heures de travail rémunérées

MSA: Nombre d'heures ayant donné lieu au paiement d'un salaire. Pour les emplois en CDI, ce volume d'heures inclut les congés payés. Pour les emplois en CDD, le nombre d'heures rémunérées correspond au nombre d'heures travaillées. Dans les deux cas, les heures supplémentaires sont incluses dans le nombre total d'heures rémunérées.

PBS

Production brute standard

RA: Les surfaces agricoles et les cheptels sont valorisés selon des coefficients permettant le calcul de la production brute standard (PBS). Ces coefficients résultent des valeurs

moyennes sur la période 2005 à 2009 (coefficients « 2007 »). La PBS décrit un potentiel de production des exploitations et permet de les classer en « moyennes et grandes exploitations », quand elle est supérieure ou égale à 25 000 €, en « grandes exploitations » quand elle est supérieure à 100 000 €.

La PBS n'a pas pour vocation de mesurer un résultat économique. Elle constitue un ordre de grandeur d'un potentiel de production hors subventions des exploitations.

La PBS permet également de classer les exploitations selon leur spécialisation : l'orientation technico-économique (Otex). Une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse 2/3 du total.

ESEA 2013 : Les coefficients de PBS 2007 utilisés pour la valorisation des surfaces et des cheptels dans le RA 2010 ont été remplacés par les coefficients de PBS 2010 (moyenne calculées sur la période 2008 à 2012) dans l'enquête Structures 2013. Cette modification des coefficients de PBS est à seuils constants.

BAEA 2013 : Pour l'emploi agricole 2013, le seuil MSA des cotisants non-salariés dans les moyennes et grandes exploitations étant la 1/2 SMI, il ne tient pas compte de la modification des coefficients de PBS entre le RA 2010 et ESEA2013.

Population active agricole au sens du SSP

Toutes les personnes qui travaillent, à temps plein ou partiel, sur une exploitation agricole. La population permanente comprend les chefs d'exploitation et les coexploitants, les

conjoint actifs sur l'exploitation, les aides familiaux (membres de la famille des chefs d'exploitation et coexploitants) et les salariés permanents (non-membres de la famille des chefs d'exploitation, qui effectuent un travail régulier tout au long de l'année (au moins huit mois), quelle que soit sa durée). La population non permanente comprend les salariés saisonniers ou occasionnels.

Population active agricole au sens de l'Insee

Toutes les personnes qui déclarent exercer une profession principale agricole, c'est-à-dire exploitant, aide familial ou salarié. La population active occupée n'inclut pas les personnes à la recherche d'un emploi. Les notions du SSP et de l'Insee ne se recouvrent pas exactement.

Recensement agricole

RA : Le dernier recensement agricole 2010 s'est déroulé de septembre 2010 à avril 2011. Il portait sur la campagne 2009-2010. Les recensements précédents avaient eu lieu en 2000, 1988, 1979, 1970. Il s'effectue dans le cadre de la réglementation statistique de l'Union européenne et selon les recommandations des Nations Unies. Pour répondre aux obligations internationales et communautaires, tous les pays de l'Union européenne ont effectué un RA entre 2009 et 2010, permettant ainsi de comparer leurs agricultures. Les résultats ne sont diffusés que sous forme agrégée, pour préserver les données individuelles et l'anonymat des agriculteurs.

Qui a été recensé? Toutes les exploitations agricoles situées en métropole, dans les départements d'ou-

tre-mer et les collectivités outre-mer de Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Critères : cf. Exploitation agricole.

Quelles données ont été recensées ? Quelques 700 données relevant de grandes thématiques telles que les cultures et superficies cultivées, l'élevage et le cheptel, l'équipement des exploitations, l'emploi salarié ou familial, le niveau de formation, la gestion de l'exploitation etc. Le RA ne collecte pas les données financières de l'exploitation. Il offre un portrait instantané et détaillé de l'agriculture et permet des comparaisons au niveau le plus fin jusqu'à la commune. Il s'intéresse également aux plus petites exploitations. cf. Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2013

Salaires horaires

MSA : Salaires horaires bruts : montant des rémunérations brutes/nombre d'heures. Pour une comparaison homogène avec le SMIC, le périmètre du calcul est hors les contrats des apprentis dont le taux varie entre 20 % et 80 % du SMIC. Le taux horaire est un taux observé qui inclut les Indemnités Compensatrices de Congé Payé « ICCP » versées en fin de contrat quelle que soit sa nature CDI ou CDD. En moyenne, l'incidence du versement des ICCP majore plus sensiblement les taux horaires des travailleurs saisonniers et occasionnels dont les contrats sont des CDD. cf. Nombre d'heures de travail rémunérées

Salarié permanent

Salarié occasionnel

cf. Actif agricole

cf. Temps de travail

SIRET SIREN

SIRET : numéro qui permet d'identifier tout établissement français dans le répertoire SIRENE (Système d'Identification du Répertoire des ENtreprises et des Établissements). Ce répertoire, géré par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (Insee), a été mis en place par le décret n° 73-314 du 14 mars 1973, pour créer un numéro national d'identification des entreprises et de leurs établissements. En 1983, son champ est étendu à l'ensemble des personnes morales de droit public et privé ainsi qu'aux institutions et services de l'État.

Cet identifiant numérique de 14 chiffres est articulé en deux parties :

- la première est le numéro SIREN de l'entreprise (ou unité légale ou personne juridique) à laquelle appartient l'unité Siret ;
- la seconde, appelée NIC (Numéro Interne de Classement), se compose d'un numéro d'ordre séquentiel à quatre chiffres attribué à l'établissement et d'un chiffre de contrôle (clé de contrôle), qui permet de vérifier la validité de l'ensemble du numéro Siret.

Par exemple : 732 829 320 00074 correspond au 7^e établissement de l'entreprise 732 829 320.

Temps de travail des actifs permanents

RA : Le temps de travail sur l'exploitation des actifs permanents est recueilli au RA par tranche de quarts de temps, avec pour minimum moins d'un quart de temps et pour maximum un temps complet par actif. La quotité de temps de travail affectée à chaque actif permanent est prise en compte pour le calcul des UTA selon la correspondance suivante :

- moins de 1/4 de temps : 0,125 UTA ;
- entre 1/4 de temps et 1/2 temps : 0,375 UTA ;
- entre 1/2 temps et 3/4 temps : 0,625 UTA ;
- entre 3/4 temps et < temps plein : 0,875 UTA ;
- le temps complet est équivalent à 1 UTA.

Temps de travail des travailleurs saisonniers ou occasionnels

RA : Pour chaque personne ayant travaillé sur l'exploitation durant la campagne 2009-2010, le travail est comptabilisé en nombre d'heures, de jour ou de mois de travail. La quantité de travail est ensuite recalculée en nombre d'UTA.

Travail effectué par du personnel d'entreprises de travaux agricoles (ETA) ou de Cuma

RA : Le travail est comptabilisé en nombre de journées fournies à l'exploitation au cours de la campagne 2009-2010 (1 journée équivaut à 7 heures en 2010, à 8 heures en 2000). La quantité de travail est ensuite recalculée en nombre d'UTA.

Unité de travail Annuel (UTA)

RA : l'unité de travail annuel, mesure du travail fourni par la main-d'œuvre agricole. Une UTA correspond au travail d'une personne à plein-temps pendant une année entière. Cette notion est une estimation du volume de travail utilisé comme moyen de production et non une mesure de l'emploi sur les exploitations.

cf. Temps de travail des actifs permanents et temps de travail des travailleurs saisonniers ou occasionnels

Annexe 2

Comparaison régionale de l'emploi agricole en 2013 entre le BAEA et l'enquête Structures 2013 (ESEA)

1 - Les chefs d'exploitations et co-exploitants en nombre de personnes

BAEA2013 et ESEA2013	BAEA 2013				ESEA 2013			
	RA 2010*	BAEA 2013	2013/2010 moy. annuelle		RA 2010*	ESEA 2013	2013/2010 moy. annuelle	
			valeur	%			valeur	%
Total	603 884	578 219	-8 555	-1,4%	605 351	577 357	-9 331	-1,6%
42 Alsace	14 715	14 306	-136	-0,9%	14 715	14 560	-52	-0,4%
72 Aquitaine	50 705	48 332	-791	-1,6%	50 819	48 167	-884	-1,8%
83 Auvergne	29 525	28 234	-430	-1,5%	29 631	27 584	-682	-2,4%
26 Bourgogne	25 410	24 146	-421	-1,7%	25 406	24 360	-349	-1,4%
53 Bretagne	46 693	44 306	-796	-1,7%	46 680	45 032	-549	-1,2%
24 Centre	30 760	29 429	-444	-1,5%	30 751	29 123	-543	-1,8%
21 Champagne-Ardenne	30 077	29 377	-233	-0,8%	30 083	30 700	+206	+0,7%
94 Corse	3 003	3 105	+34	+1,1%	3 017	2 801	-72	-2,4%
43 Franche-Comté	12 896	12 425	-157	-1,2%	12 970	12 471	-166	-1,3%
11 Île-de-France	6 296	6 080	-72	-1,2%	6 292	6 084	-69	-1,1%
91 Languedoc-Roussillon	34 162	32 085	-692	-2,1%	34 275	32 811	-488	-1,4%
74 Limousin	17 792	16 842	-317	-1,8%	17 791	16 919	-291	-1,7%
41 Lorraine	16 702	16 278	-141	-0,9%	16 702	15 018	-561	-3,5%
73 Midi-Pyrénées	56 643	54 440	-734	-1,3%	56 917	54 643	-758	-1,3%
31 Nord-Pas-de-Calais	16 872	16 500	-124	-0,7%	16 874	16 159	-238	-1,4%
25 Basse-Normandie	29 306	27 689	-539	-1,9%	29 345	26 926	-806	-2,8%
23 Haute-Normandie	14 117	13 612	-168	-1,2%	14 110	12 794	-439	-3,2%
52 Pays de la Loire	48 000	45 818	-727	-1,5%	47 985	45 471	-838	-1,8%
22 Picardie	17 354	16 877	-159	-0,9%	17 360	16 886	-158	-0,9%
54 Poitou-Charentes	31 619	29 729	-630	-2,0%	31 623	30 127	-499	-1,6%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	24 832	24 300	-177	-0,7%	25 297	25 458	+54	+0,2%
82 Rhône-Alpes	46 405	44 309	-699	-1,5%	46 708	43 263	-1 148	-2,5%

*Ecart de périmètre sur les données 2010, Cf. la note de présentation p.6

2 - Les chefs d'exploitations et co-exploitants en UTA

BAEA2013 et ESEA2013	BAEA 2013				ESEA 2013			
	RA 2010*	BAEA 2013	2013/2010 moy. annuelle		RA 2010*	ESEA 2013	2013/2010 moy. annuelle	
			valeur	%			valeur	%
Total	445 770	428 564	-5 735	-1,3%	446 207	426 367	-6 613	-1,5%
42 Alsace	8 500	8 410	-30	-0,4%	8 498	8 772	+91	+1,1%
72 Aquitaine	34 819	33 208	-537	-1,6%	34 844	32 083	-920	-2,7%
83 Auvergne	24 017	23 028	-330	-1,4%	24 056	22 431	-542	-2,3%
26 Bourgogne	20 211	19 333	-292	-1,5%	20 206	19 141	-355	-1,8%
53 Bretagne	38 531	36 756	-592	-1,6%	38 525	36 620	-635	-1,7%
24 Centre	22 298	21 432	-289	-1,3%	22 295	21 285	-337	-1,5%
21 Champagne-Ardenne	20 583	20 096	-162	-0,8%	20 582	20 573	-3	-0,0%
94 Corse	2 439	2 522	+28	+1,1%	2 446	2 340	-35	-1,5%
43 Franche-Comté	9 935	9 711	-75	-0,8%	9 944	9 862	-27	-0,3%
11 Île-de-France	4 623	4 464	-53	-1,2%	4 621	4 662	+14	+0,3%
91 Languedoc-Roussillon	22 251	20 990	-420	-1,9%	22 294	22 034	-87	-0,4%
74 Limousin	13 724	13 009	-238	-1,8%	13 723	12 894	-276	-2,1%
41 Lorraine	12 259	11 923	-112	-0,9%	12 257	11 538	-240	-2,0%
73 Midi-Pyrénées	41 454	39 824	-543	-1,3%	41 526	40 149	-459	-1,1%
31 Nord-Pas-de-Calais	13 584	13 318	-89	-0,7%	13 582	12 584	-333	-2,5%
25 Basse-Normandie	20 416	19 547	-290	-1,4%	20 431	19 236	-398	-2,0%
23 Haute-Normandie	9 323	9 061	-87	-0,9%	9 319	8 891	-143	-1,6%
52 Pays de la Loire	39 330	37 772	-519	-1,3%	39 324	37 424	-633	-1,6%
22 Picardie	12 991	12 700	-97	-0,8%	12 991	12 432	-186	-1,5%
54 Poitou-Charentes	22 743	21 537	-402	-1,8%	22 741	21 762	-326	-1,5%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 349	16 916	-144	-0,8%	17 521	17 693	+58	+0,3%
82 Rhône-Alpes	34 394	33 006	-462	-1,4%	34 479	31 960	-840	-2,5%

*Ecart de périmètre sur les données 2010, Cf. la note de présentation p.6

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Annexe 2

Comparaison régionale de l'emploi agricole en 2013 entre le BAEA et l'enquête Structures 2013 (ESEA)

3 - Les autres actifs agricoles en UTA

BAEA2013 et ESEA2013	BAEA 2013				ESEA 2013			
	RA 2010*	BAEA 2013	2013/2010 moy. annuelle valeur %		RA 2010*	ESEA 2013	2013/2010 moy. annuelle valeur %	
Total	305 596	300 437	-1 720	-0,6%	311 202	303 429	-2 591	-0,8%
42 Alsace	8 267	8 439	+57	+0,7%	8 360	8 275	-28	-0,3%
72 Aquitaine	39 150	39 326	+59	+0,1%	39 826	37 198	-876	-2,3%
83 Auvergne	7 896	7 020	-292	-3,8%	7 988	6 916	-358	-4,7%
26 Bourgogne	14 381	14 408	+9	+0,1%	14 540	13 905	-212	-1,5%
53 Bretagne	19 652	19 522	-43	-0,2%	19 939	21 852	+638	+3,1%
24 Centre	15 462	15 359	-34	-0,2%	15 691	15 169	-174	-1,1%
21 Champagne-Ardenne	19 428	19 690	+87	+0,4%	19 633	19 511	-41	-0,2%
94 Corse	1 601	1 633	+11	+0,7%	1 624	1 851	+75	+4,4%
43 Franche-Comté	4 131	4 101	-10	-0,2%	4 187	3 729	-153	-3,8%
11 Île-de-France	4 464	4 157	-102	-2,4%	4 536	4 078	-153	-3,5%
91 Languedoc-Roussillon	20 249	20 082	-56	-0,3%	20 761	20 611	-50	-0,2%
74 Limousin	5 507	4 792	-238	-4,5%	5 554	4 637	-306	-5,8%
41 Lorraine	6 136	5 933	-68	-1,1%	6 213	6 280	+22	+0,4%
73 Midi-Pyrénées	19 390	18 294	-365	-1,9%	19 850	19 786	-21	-0,1%
31 Nord-Pas-de-Calais	9 295	8 771	-175	-1,9%	9 509	8 105	-468	-5,2%
25 Basse-Normandie	10 483	9 853	-210	-2,0%	10 612	10 286	-108	-1,0%
23 Haute-Normandie	5 794	5 474	-107	-1,9%	5 857	5 595	-87	-1,5%
52 Pays de la Loire	25 323	24 897	-142	-0,6%	25 834	25 409	-141	-0,6%
22 Picardie	9 977	9 504	-158	-1,6%	10 135	9 549	-195	-2,0%
54 Poitou-Charentes	13 664	14 082	+139	+1,0%	13 902	15 293	+463	+3,2%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 516	21 193	-108	-0,5%	22 207	22 169	-13	-0,1%
82 Rhône-Alpes	23 830	23 906	+25	+0,1%	24 442	23 224	-406	-1,7%

*Ecart de périmètre sur les données 2010, Cf. la note de présentation p.6

4 - Le total des actifs agricoles en UTA

BAEA2013 et ESEA2013	BAEA 2013				ESEA 2013			
	RA 2010*	BAEA 2013	2013/2010 moy. annuelle valeur %		RA 2010*	ESEA 2013	2013/2010 moy. annuelle valeur %	
Total	751 366	729 001	-7 455	-1,0%	757 409	729 796	-9 204	-1,2%
42 Alsace	16 767	16 849	+27	+0,2%	16 858	17 047	+63	+0,4%
72 Aquitaine	73 969	72 534	-478	-0,7%	74 670	69 280	-1 796	-2,5%
83 Auvergne	31 913	30 047	-622	-2,0%	32 045	29 347	-899	-2,9%
26 Bourgogne	34 591	33 742	-283	-0,8%	34 747	33 045	-567	-1,7%
53 Bretagne	58 183	56 278	-635	-1,1%	58 463	58 473	+3	+0,0%
24 Centre	37 760	36 791	-323	-0,9%	37 987	36 454	-511	-1,4%
21 Champagne-Ardenne	40 011	39 787	-75	-0,2%	40 215	40 084	-44	-0,1%
94 Corse	4 040	4 155	+38	+0,9%	4 070	4 191	+40	+1,0%
43 Franche-Comté	14 066	13 812	-84	-0,6%	14 131	13 592	-180	-1,3%
11 Île-de-France	9 087	8 621	-155	-1,7%	9 157	8 741	-139	-1,5%
91 Languedoc-Roussillon	42 500	41 072	-476	-1,1%	43 055	42 645	-137	-0,3%
74 Limousin	19 231	17 801	-476	-2,5%	19 278	17 531	-582	-3,1%
41 Lorraine	18 395	17 856	-180	-1,0%	18 471	17 818	-217	-1,2%
73 Midi-Pyrénées	60 844	58 118	-908	-1,5%	61 377	59 935	-481	-0,8%
31 Nord-Pas-de-Calais	22 878	22 088	-263	-1,2%	23 091	20 688	-801	-3,6%
25 Basse-Normandie	30 899	29 399	-500	-1,6%	31 043	29 522	-507	-1,7%
23 Haute-Normandie	15 117	14 535	-194	-1,3%	15 176	14 486	-230	-1,5%
52 Pays de la Loire	64 652	62 669	-661	-1,0%	65 158	62 833	-775	-1,2%
22 Picardie	22 968	22 204	-255	-1,1%	23 126	21 981	-382	-1,7%
54 Poitou-Charentes	36 407	35 619	-263	-0,7%	36 644	37 055	+137	+0,4%
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	38 865	38 109	-252	-0,7%	39 728	39 862	+45	+0,1%
82 Rhône-Alpes	58 224	56 913	-437	-0,8%	58 921	55 184	-1 246	-2,2%

*Ecart de périmètre sur les données 2010, Cf. la note de présentation p.6

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Annexe 3

Comparaison régionale du transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents

1- Exploitations agricoles employant des salariés permanents

BAEA 2012 et 2013	Avant* (BAEA 2012)		Après** (BAEA 2013)		Ecart	
	RA 2000 (1)	RA 2010 (2)	RA 2000 (3)	RA 2010 (4)	2000 (5)=(3)-(1)	2010 (6)=(4)-(2)
Total	70 764	67 040	79 455	76 004	+8 691	+8 964
42 Alsace	968	1 106	1 658	1 798	+690	+692
72 Aquitaine	7 081	6 062	7 662	6 797	+581	+735
83 Auvergne	1 569	1 578	1 799	1 812	+230	+234
26 Bourgogne	3 804	3 846	4 290	4 330	+486	+484
53 Bretagne	4 786	5 231	5 792	6 071	+1 006	+840
24 Centre	5 003	4 490	5 524	4 860	+521	+370
21 Champagne-Ardenne	4 784	4 902	5 272	5 758	+488	+856
94 Corse	377	383	380	403	+3	+20
43 Franche-Comté	614	892	812	1 086	+198	+194
11 Île-de-France	1 854	1 448	1 985	1 536	+131	+88
91 Languedoc-Roussillon	4 874	3 610	5 112	3 837	+238	+227
74 Limousin	1 325	1 361	1 401	1 444	+76	+83
41 Lorraine	1 429	1 638	1 747	1 972	+318	+334
73 Midi-Pyrénées	3 648	3 345	4 008	3 781	+360	+436
31 Nord-Pas-de-Calais	2 093	2 169	2 543	2 821	+450	+652
25 Basse-Normandie	3 525	3 513	3 788	3 722	+263	+209
23 Haute-Normandie	2 277	2 141	2 477	2 330	+200	+189
52 Pays de la Loire	5 489	5 339	6 290	6 013	+801	+674
22 Picardie	3 959	3 498	4 278	3 735	+319	+237
54 Poitou-Charentes	3 748	3 747	4 415	4 364	+667	+617
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 083	3 217	4 386	3 549	+303	+332
82 Rhône-Alpes	3 474	3 524	3 836	3 985	+362	+461

* hors les exploitations avec conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

** y compris les exploitations avec conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Comparaison régionale du transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents

2 - Conjoints et autres actifs familiaux en nombre de personnes

BAEA 2012 et 2013	Avant* (BAEA 2012)		Après** (BAEA 2013)		Ecart	
	RA 2000 (1)	RA 2010 (2)	RA 2000 (3)	RA 2010 (4)	2000 (5)=(3)-(1)	2010 (6)=(4)-(2)
Total	391 020	207 457	374 714	190 119	-16 306	-17 338
42 Alsace	12 793	10 068	11 750	8 982	-1 043	-1 086
72 Aquitaine	38 219	20 874	36 734	19 252	-1 485	-1 622
83 Auvergne	20 715	9 859	20 415	9 529	-300	-330
26 Bourgogne	14 711	8 814	13 697	7 688	-1 014	-1 126
53 Bretagne	27 345	9 895	25 725	8 434	-1 620	-1 461
24 Centre	15 233	8 308	14 201	7 483	-1 032	-825
21 Champagne-Ardenne	13 249	9 296	12 220	7 444	-1 029	-1 852
94 Corse	1 372	915	1 355	870	-17	-45
43 Franche-Comté	7 728	5 083	7 469	4 808	-259	-275
11 Île-de-France	2 804	1 650	2 488	1 432	-316	-218
91 Languedoc-Roussillon	25 514	13 126	24 852	12 552	-662	-574
74 Limousin	14 063	7 240	13 936	7 095	-127	-145
41 Lorraine	11 323	6 891	10 858	6 392	-465	-499
73 Midi-Pyrénées	42 315	21 085	41 735	20 384	-580	-701
31 Nord-Pas-de-Calais	13 357	6 216	12 682	5 141	-675	-1 075
25 Basse-Normandie	17 483	8 874	17 072	8 491	-411	-383
23 Haute-Normandie	7 720	4 920	7 395	4 549	-325	-371
52 Pays de la Loire	27 205	10 214	25 659	8 882	-1 546	-1 332
22 Picardie	9 651	5 779	9 060	5 271	-591	-508
54 Poitou-Charentes	16 663	8 524	15 593	7 435	-1 070	-1 089
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	15 925	9 931	15 012	9 093	-913	-838
82 Rhône-Alpes	35 632	19 895	34 806	18 912	-826	-983

3 - Salariés permanents en nombre de personnes

BAEA 2012 et 2013	Avant* (BAEA 2012)		Après** (BAEA 2013)		Ecart	
	RA 2000 (1)	RA 2010 (2)	RA 2000 (3)	RA 2010 (4)	2000 (5)=(3)-(1)	2010 (6)=(4)-(2)
Total	164 237	154 955	180 543	172 293	+16 306	+17 338
42 Alsace	2 686	2 829	3 729	3 915	+1 043	+1 086
72 Aquitaine	23 508	21 028	24 993	22 650	+1 485	+1 622
83 Auvergne	2 683	2 676	2 983	3 006	+300	+330
26 Bourgogne	8 403	8 866	9 417	9 992	+1 014	+1 126
53 Bretagne	10 310	11 498	11 930	12 959	+1 620	+1 461
24 Centre	10 940	9 863	11 972	10 688	+1 032	+825
21 Champagne-Ardenne	9 920	10 694	10 949	12 546	+1 029	+1 852
94 Corse	1 125	956	1 142	1 001	+17	+45
43 Franche-Comté	1 254	1 625	1 513	1 900	+259	+275
11 Île-de-France	4 702	3 392	5 018	3 610	+316	+218
91 Languedoc-Roussillon	11 103	8 977	11 765	9 551	+662	+574
74 Limousin	1 977	2 126	2 104	2 271	+127	+145
41 Lorraine	2 454	2 885	2 919	3 384	+465	+499
73 Midi-Pyrénées	6 708	6 200	7 288	6 901	+580	+701
31 Nord-Pas-de-Calais	4 208	4 161	4 883	5 236	+675	+1 075
25 Basse-Normandie	6 420	6 598	6 831	6 981	+411	+383
23 Haute-Normandie	4 024	3 804	4 349	4 175	+325	+371
52 Pays de la Loire	16 696	15 256	18 242	16 588	+1 546	+1 332
22 Picardie	7 526	6 260	8 117	6 768	+591	+508
54 Poitou-Charentes	7 564	7 408	8 634	8 497	+1 070	+1 089
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 505	9 835	13 418	10 673	+913	+838
82 Rhône-Alpes	7 521	8 018	8 347	9 001	+826	+983

* hors les conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

** y compris les conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Annexe 3

Comparaison régionale du transfert des conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés avec les salariés permanents

4) Conjoints et autres actifs familiaux en UTA

BAEA 2012 et 2013	Avant* (BAEA 2012)		Après** (BAEA 2013)		Ecart	
	RA 2000 (1)	RA 2010 (2)	RA 2000 (3)	RA 2010 (4)	2000 (5)=(3)-(1)	2010 (6)=(4)-(2)
Total	181 600	87 107	169 709	74 922	-11 891	-12 185
42 Alsace	4 998	3 595	4 230	2 789	-768	-805
72 Aquitaine	17 401	8 666	16 281	7 493	-1 120	-1 173
83 Auvergne	9 741	4 576	9 521	4 342	-221	-234
26 Bourgogne	6 794	3 750	6 049	2 926	-745	-824
53 Bretagne	15 003	5 103	13 820	4 048	-1 182	-1 055
24 Centre	6 764	3 144	5 994	2 542	-770	-602
21 Champagne-Ardenne	6 212	3 690	5 471	2 476	-742	-1 214
94 Corse	622	445	610	408	-12	-37
43 Franche-Comté	3 777	1 984	3 596	1 788	-182	-195
11 Île-de-France	1 478	732	1 230	565	-248	-167
91 Languedoc-Roussillon	9 055	5 134	8 567	4 710	-488	-424
74 Limousin	6 567	3 042	6 475	2 951	-92	-91
41 Lorraine	4 868	2 636	4 512	2 269	-357	-367
73 Midi-Pyrénées	19 114	8 776	18 696	8 298	-418	-478
31 Nord-Pas-de-Calais	7 466	3 142	6 972	2 439	-494	-704
25 Basse-Normandie	8 776	3 655	8 466	3 388	-309	-267
23 Haute-Normandie	3 760	1 933	3 529	1 677	-231	-255
52 Pays de la Loire	13 990	4 808	12 931	3 920	-1 059	-888
22 Picardie	4 689	2 270	4 247	1 915	-442	-355
54 Poitou-Charentes	7 651	3 496	6 929	2 797	-723	-700
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 326	4 275	6 641	3 628	-685	-647
82 Rhône-Alpes	15 549	8 256	14 945	7 553	-604	-703

5 - Salariés permanents en UTA

BAEA 2012 et 2013	Avant* (BAEA 2012)		Après** (BAEA 2013)		Ecart	
	RA 2000 (1)	RA 2010 (2)	RA 2000 (3)	RA 2010 (4)	2000 (5)=(3)-(1)	2010 (6)=(4)-(2)
Total	137 558	127 899	149 448	140 084	+11 891	+12 185
42 Alsace	2 229	2 348	2 997	3 153	+768	+805
72 Aquitaine	20 369	18 755	21 489	19 928	+1 120	+1 173
83 Auvergne	2 046	2 007	2 267	2 242	+221	+234
26 Bourgogne	6 751	7 154	7 496	7 978	+745	+824
53 Bretagne	8 630	9 524	9 813	10 579	+1 182	+1 055
24 Centre	9 195	8 189	9 965	8 791	+770	+602
21 Champagne-Ardenne	7 924	8 282	8 665	9 495	+742	+1 214
94 Corse	919	902	931	940	+12	+37
43 Franche-Comté	1 017	1 242	1 199	1 437	+182	+195
11 Île-de-France	4 193	2 864	4 441	3 031	+248	+167
91 Languedoc-Roussillon	9 743	7 735	10 231	8 159	+488	+424
74 Limousin	1 382	1 427	1 474	1 518	+92	+91
41 Lorraine	1 843	2 185	2 200	2 551	+357	+367
73 Midi-Pyrénées	5 118	4 676	5 535	5 154	+418	+478
31 Nord-Pas-de-Calais	3 339	3 344	3 834	4 047	+494	+704
25 Basse-Normandie	4 908	5 178	5 217	5 446	+309	+267
23 Haute-Normandie	3 129	2 946	3 360	3 202	+231	+255
52 Pays de la Loire	14 458	12 514	15 516	13 402	+1 059	+888
22 Picardie	6 536	5 298	6 978	5 653	+442	+355
54 Poitou-Charentes	6 213	5 930	6 936	6 629	+723	+700
93 Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 390	8 784	12 075	9 430	+685	+647
82 Rhône-Alpes	6 227	6 617	6 831	7 320	+604	+703

* hors les conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

** y compris les conjoints salariés et autres actifs familiaux salariés

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Les salariés agricoles des groupements d'employeurs

Les salariés agricoles des groupements d'employeurs - données MSA au périmètre du RA

Salariés des groupements d'employeurs en ETP	Total				dont les salariés permanents				dont les salariés non-permanents					
	2 012		2 013		2 012		2 013		2 012		2 013		2 012/2013	
	18 638	20 200	+1 562	+8,4%	11 786	12 688	902	+7,7%	6 852	7 512	+660	+9,6%		
	164	158	-6	-3,7%	75	73	-3	-3,5%	89	85	-3	-3,9%		
	2 897	3 074	+176	+6,1%	1 647	1 761	115	+7,0%	1 251	1 312	+61	+4,9%		
	529	539	+10	+1,9%	378	410	32	+8,4%	151	129	-22	-14,4%		
	430	476	+47	+10,9%	357	399	42	+11,7%	72	77	+5	+6,6%		
	2 216	2 357	+141	+6,4%	1 328	1 383	55	+4,1%	888	974	+86	+9,7%		
	1 224	1 324	+100	+8,2%	853	939	86	+10,1%	371	385	+14	+3,7%		
	698	744	+46	+6,6%	486	513	26	+5,4%	212	232	+20	+9,3%		
	36	33	ns	ns	31	28	ns	ns	5	5	ns	ns		
	184	181	-4	-2,1%	115	106	-9	-7,5%	70	74	+5	+6,9%		
	339	338	-1	-0,4%	289	288	0	-0,2%	50	50	-1	-1,5%		
	2 035	2 385	+349	+17,2%	1 047	1 156	110	+10,5%	989	1 228	+240	+24,3%		
	307	330	+23	+7,6%	211	218	7	+3,3%	96	112	+16	+16,9%		
	155	156	+1	+0,9%	98	105	7	+7,3%	57	51	-6	-10,2%		
	755	747	-8	-1,0%	399	424	25	+6,3%	356	323	-33	-9,3%		
	176	216	+40	+22,4%	135	144	8	+6,1%	41	72	ns	ns		
	380	398	+19	+4,9%	236	260	24	+10,1%	144	139	-5	-3,7%		
	246	262	+16	+6,7%	202	217	14	+7,1%	44	46	ns	ns		
	2 324	2 512	+188	+8,1%	1 638	1 722	84	+5,1%	686	790	+104	+15,2%		
	888	969	+81	+9,1%	647	719	72	+11,1%	241	250	+9	+3,7%		
	659	765	+106	+16,1%	449	529	79	+17,7%	209	236	+27	+12,8%		
	1 378	1 568	+190	+13,8%	855	945	91	+10,6%	523	623	+99	+18,9%		
	617	668	+50	+8,1%	309	348	39	+12,7%	309	319	+11	+3,5%		

Source : Agreste - Bilan annuel de l'emploi agricole

Cf. la note de publication page 10 sur les évolutions de l'emploi salarié par région dont le dynamisme de l'emploi salarié des groupements d'employeurs est un facteur déterminant. En effet, les salariés agricoles en ETP des groupements d'employeurs augmentent en moyenne entre 2010 et 2013 de + 7,1 %, soit + 5,4 % pour l'emploi permanent et + 10,4 % pour l'emploi non-permanent.

À noter que le nombre d'ETP des groupements d'employeurs agricoles MSA au périmètre du RA ci-dessus peut être surevalué car les groupements d'employeurs agricoles de la MSA sont parfois polyvalents avec une offre de main-d'œuvre dans des secteurs autres qu'agricoles comme par exemple le tourisme.

Annexe 5

Sigles et abréviations

AAAns : Autres actifs non-salariés

AT : Accident du Travail (sigle MSA qui fait référence aux salariés agricoles)

ATEXA : Assurance contre les Accidents du Travail et les maladies professionnelles des Exploitants Agricoles (sigle MSA qui fait référence aux non-salariés agricoles)

BAEA : Bilan Annuel de l'Emploi Agricole

CCMSA : Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (cf. Mutualité sociale agricole)

CDD : Contrat de travail à Durée Déterminée. (cf. Contrat de travail)

CDI : Contrat de travail à Durée Indéterminée

CE : Chef d'Exploitation (cf. Actif agricole)

CEP : Centre d'Étude et de Prospective (du ministère de l'Agriculture)

Coexpl. : Coexploitant

Cuma : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole

DGPE : Direction Générale de la Performance Économique et environnemental des entreprises (précédemment DGPAAT du ministère de l'Agriculture).

DRAAF : Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

ESEA : Enquête sur la structure des exploitations agricoles

EARL : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée

ETA : Entreprise de Travaux Agricoles (cf. Travail effectué par du personnel d'entreprises de travaux agricoles ou de Cuma)

ETP : Équivalent Temps Plein

Gaec : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

MOF : Main-d'Œuvre Familiale (cf. Actif agricole)

MSA : Mutualité Sociale Agricole

NAF2 : Nomenclature d'Activité Française

NS : Non Salarié

Otex : Orientation Technico-économique des Exploitations (cf. PBS)

PBS : Production Brute Standard

Perm. : Permanent

RA : Recensement Agricole

Sais. : Saisonniers (cf. Actif agricole)

Sal. : Salarié

Salper : Salariés permanents (cf. Actif agricole)

SAU : Surface Agricole Utile

SDC : Sous-Direction de la Compétitivité (du ministère de l'Agriculture)

SDSSR : Sous-Direction des Synthèses Statistiques et des Revenus (du ministère de l'Agriculture)

SDTPS : Sous-Direction du Travail et de la Protection Sociale (du ministère de l'Agriculture)

SIRENE : Système d'Identification du Répertoire des ENTREPRISES et des Établissements (cf. SIRET SIREN)

SMI : Surface Minimum d'Installation (cf. Affiliation à la MSA)

SMIC : Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance

SRISE : Services Régionaux de l'Information Statistique et Économique (du ministère de l'Agriculture)

SSP : Service de la Statistique et de la Prospective (du ministère de l'Agriculture)

UTA : Unité de Travail Annuel

Pour en savoir plus

Ministère de l'Agriculture

« *Enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2013 – 450 000 exploitations agricoles en France métropolitaine* »
Agreste Primeur n° 325
juin 2015

« *Le bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA) - Résultats 2012* »
Chiffres et Données –
Série Agriculture n° 224
juin 2014

« *Recensement agricole 2010 - Premières tendances* »
Agreste Primeur n° 266
septembre 2011

« *Recensement agricole 2010 - Un million d'actifs permanents* »
Agreste primeur n° 276
janvier 2012

Mutualité sociale agricole

« *Les chiffres utiles de la MSA* »
Édition 2015

« *Les exploitants et entrepreneurs agricoles en 2014* »
Étude - novembre 2015

« *Les cotisants de solidarité en 2014* »
Synthèse - avril 2015

Insee

« *L'emploi salarié dans le secteur agricole : le poids croissant des contrats saisonniers* »
Insee Première n° 1368
septembre 2011 Sophie Villaume.

« *L'emploi salarié dans le secteur agricole en 2009* »
Document de travail n° E 2011/07
Sophie Villaume.

Les premières tendances du RA 2010 des régions

« *Population agricole, formation et recherche – Population active* »
Agreste GraphAgri 2013

« *La place du travail salarié dans la gestion des exploitations agricoles* »
Notes et études socio-économiques, SSP - n° 32
mars 2009

« *Un agriculteur sur cinq a moins de 40 ans* »
Agreste primeur n° 293
novembre 2012

« *Les femmes dans le monde agricole* »

Analyse – Centre d'étude et de prospective n° 38
mars 2012

« *Le monde agricole en tendances : un portrait social prospectif des agriculteurs.* »
Gambino M., Laisney C., Vert J., (coord.), Centre d'études et de prospective, SSP, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire, 2011.

et le site Internet du SSP :
www.agreste.agriculture.gouv.fr

« *L'emploi des salariés agricoles en demi-teinte bilan 2012* »
Synthèse - décembre 2013
« *L'emploi salarié dans les groupements d'employeurs en 2013* »
Étude - novembre 2014

« *La population des chefs d'exploitation agricole ou des chefs d'entreprise agricole en 2014* »
Tableau de bord - avril 2015

et le site internet de la MSA
www.msa.fr/lfr/etudes-statistiques

« *L'emploi agricole : Recensement et comparaison des sources/Exemple : rapprochement de l'enquête structure des exploitations et du fichier MSA non-salariés.* »

Document de travail n° E 2009/08
Sophie Villaume.

et le site internet de l'Insee
www.insee.fr/fr/publications-et-services

Retrouvez toute l'actualité de la statistique agricole sur le site **Agreste**.

Les résultats détaillés par région, département, produit et des séries longues sont disponibles dans l'espace « **Données en ligne** » du site **Agreste** : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Visualisation et téléchargement gratuit, réutilisation sans licence et sans versement de redevance, sous réserve de mention de la source.

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris 07 SP

Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Composition : SSP Toulouse
Impression : AIN - ministère de l'Agriculture
Dépôt légal : à parution
ISSN : 2259-5104
© Agreste 2015

Numéro 231 - décembre 2015

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr
